

## Gaza, l'enclave quatre fois martyrisée

**Avant l'actuelle offensive israélienne, en riposte à l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » du Hamas, l'enclave palestinienne avait déjà fait l'objet de trois terribles offensives de l'armée israélienne, avec, à chaque fois, des bombardements indiscriminés et des destructions massives qui ont fait des milliers de victimes.**

Jean-Pierre Perrin - 27 octobre 2023 à 22h19

Israël a annoncé vendredi 27 octobre l'extension de son opération militaire dans la bande de Gaza, où plus de 7 000 personnes ont déjà péri depuis les attaques meurtrières du Hamas le 7 octobre, selon le ministère de la santé contrôlé par le mouvement islamiste. Retour sur les guerres précédentes menées par l'armée israélienne, qui ont ravagé le territoire sur lequel s'entassent plus de deux millions de personnes.

### 2009 : opération « Plomb durci »

Le 18 janvier 2009, l'opération israélienne « Plomb durci » vient de se terminer par un cessez-le-feu. La frontière égypto-palestinienne de Rafah s'entrouvre enfin très timidement. « *Bienvenue à Gaza* », lance à tous les visiteurs et visiteuses le fonctionnaire barbu du Hamas en regardant négligemment les passeports des journalistes de la presse internationale, qui se précipitent dans l'enclave après des jours d'attente.

Comme aujourd'hui, l'armée israélienne a soumis Gaza à un blocus total et déjà interdit aux reporters d'y pénétrer, menaçant même à cette époque, selon les mots de son porte-parole, de « *prison* » et même de les « *menotter* » celles et ceux qui s'en approcheraient.

Journalistes et humanitaires s'attendent à trouver un pays ravagé par trois semaines d'intenses bombardements aériens, qui ont commencé le 27 décembre 2008, suivis par une puissante offensive terrestre de deux semaines, mais ce qu'ils découvrent en faisant route en taxi de Rafah à Gaza City est sans commune mesure avec ce qu'ils imaginaient.

L'itinéraire de l'armée israélienne à travers l'enclave se lit, de façon à la fois simple et terrible, à travers les paysages de destructions rencontrés en suivant la route d'une quarantaine de kilomètres qui, souvent, n'existe plus et dont l'interruption oblige à des détours.

Les commissariats ? Tous pulvérisés. Les mosquées ? La plupart ont leurs dômes fracassés, leurs minarets réduits à des moignons. Les administrations ? Beaucoup se sont effondrées sous les bombes. Les stations-service ? Toutes ou quasiment brûlées. Bon nombre d'usines sont détruites. Même les casernes de pompiers ont été foudroyées. Les centres de la protection civile aussi.

De l'embryon d'État palestinien qui s'était mis en place, il ne reste plus rien. L'armée israélienne a cherché à détruire tout ce qui pouvait lui en donner l'apparence, toutes les infrastructures. Dans le centre de Gaza, le Parlement n'existe plus. La rue de la Ligue arabe, où nombre de ministères avaient été édifiés, n'est plus qu'un inventaire de ruines. Même le ministère de la santé a été anéanti, comme celui de la culture, qui exhibe ses colonnes doriques abattues sur des pyramides de décombres.

« Ils ont frappé les morts, ils les ont frappés. C'est comme s'ils étaient morts une seconde fois. »

« *Quand vous voyez des maisons détruites, c'est que les soldats israéliens sont passés par là. Ils cassaient pour avancer, pour nettoyer le terrain* », explique le chauffeur de taxi. Omar Amis, 43 ans, père de onze enfants, vient de reprendre son travail, les bombardements lui ayant interdit de prendre son véhicule et l'obligeant à demeurer auprès de sa famille terrorisée. Tout en conduisant, il désigne ici une usine de briques détruite, là des maisons particulières dont il ne reste plus rien, leurs propriétaires n'imaginant pas que la route le long de laquelle ils les avaient fait construire, allait devenir stratégique pour l'état-major israélien.

À Deir al-Belah, les deux commissariats de l'agglomération n'existent plus. Puis apparaît une série de mosquées ravagées par les bombes des F-16 ou les obus des chars. Celle dédiée à Abou Jihad, qui fut l'un des lieutenants de Yasser Arafat avant d'être assassiné, n'a pas été épargnée et quelques fidèles s'activent à en sortir de grands tapis rouges. Une autre offre une métaphore de la guerre : le chapeau de son minaret est tombé intact devant la porte d'entrée, décapité par un obus, dessinant une croix sur le désastre.

Le rivage a beaucoup souffert. Ici et là, des maisons particulières détruites, avec, parfois, leurs habitants assis sur les pierres, à ce point saisis par le désastre qu'on les dirait pétrifiés, décombres parmi les décombres. Des vignes ont été labourées par les chars au point qu'on ne les devine même plus. Un cimetière montre de profonds cratères, ce qui fait enrager le chauffeur de taxi, plus que n'importe quelle autre destruction : « *Ils ont frappé les morts, ils les ont frappés. C'est comme s'ils étaient morts une seconde fois.* »

Devant la direction nationale de la police, en ruines, quelques jeunes flics racontent la matinée du 27 décembre, lorsque l'aviation israélienne a brusquement bombardé la cérémonie de remise des diplômes aux élèves officiers, tuant, disent-ils, 120 d'entre eux et le chef de la police, Taoufik Jaber. Les jeunes policiers ne portent plus ni arme ni uniforme, craignant d'être assimilés à des combattants du Hamas.

**Le juge Goldstone accusait Israël de « crime de guerre » et de « crime contre l'humanité », provoquant la colère du premier ministre israélien de l'époque**

Dans le quartier de Tel al-Hawa, près du centre-ville, les bulldozers israéliens se sont lancés dans une folle partie de gymkhana. On le voit aux carcasses de voitures

qu'ils ont broyées au hasard des rues – huit dans un seul parking.

Les trois semaines de bombardements et de combats ont fait près de 1 400 morts, principalement des civils, côté palestinien, et 13 morts côté israélien. Selon le ministère de la santé palestinien, l'opération a fait plus de 5 000 blessés.

L'opération « Plomb durci » avait fait suite à la décision du Hamas de ne pas renouveler la trêve proclamée six mois plus tôt en raison de la poursuite du blocus de la bande de Gaza. La trêve va se terminer le 19 décembre 2008. Le lendemain, l'aile militaire du Hamas revendique des tirs d'obus de mortier sur Israël.

L'opération « Plomb durci » a cependant échoué à mettre un terme définitif aux tirs de roquettes. Elle a aussi gravement terni l'image de l'État hébreu et de son armée. Médecins sans frontières (MSF), la seule ONG à avoir maintenu des expatriés dans l'enclave palestinienne, a indiqué n'avoir « *jamais vu autant de morts en si peu de temps* ». Elle a ainsi comparé la situation à Gaza à « *ce que l'on peut voir dans des catastrophes naturelles de grande envergure* ».

« *L'espace humanitaire n'est pas respecté à Gaza. L'UNRWA [l'agence de l'ONU pour l'aide aux réfugiés palestiniens – ndlr] comme le CICR [la Croix-Rouge internationale – ndlr] ont été clairement ciblés par l'armée israélienne. Or on n'est pas dans la brousse, confrontés à des groupes de rebelles. On est en présence d'un État qui a un siège à l'ONU et des obligations internationales* », avait, à cette époque, estimé une responsable de MSF, Isabelle Merny.

En septembre 2009, le juge sud-africain Richard Goldstone, mandaté par l'ONU, remettra un rapport concluant que l'armée israélienne avait agi « *au mépris de la vie des civils* » et « *fait un usage disproportionné de la force* ». Le juge Goldstone accusait aussi Israël de « *crime de guerre* » et même de « *crime contre l'humanité* », provoquant la colère du premier ministre israélien de l'époque, Ehud Olmert. Son rapport, que le gouvernement israélien ne cessera de réfuter, n'a été suivi d'aucun effet.

### **2012 : opération « Pilier de défense »**

Le 14 novembre 2012, le gouvernement israélien déclenche l'opération « Pilier de défense ». Elle commence par l'élimination du chef des opérations militaires du Hamas, Ahmad Jabari, jugé responsable des quelque 700 roquettes tirées par la branche militaire du Hamas les dix derniers mois.

En sept jours, 1 500 roquettes palestiniennes sont tirées depuis l'enclave palestinienne, la plupart interceptées par le « Dôme de fer », le bouclier antimissiles mis en service par Israël en 2011. Néanmoins, certaines parviennent, pour la première fois, à atteindre Tel-Aviv et le sud de Jérusalem, prouvant l'accroissement des capacités militaires du Hamas. Au terme d'une semaine de raids aériens, l'armée israélienne affirme avoir détruit près de 1 000 lance-roquettes et touché 1 500 cibles, dont dix-neuf postes de commandement et vingt-six sites de fabrication et de stockage d'armement.

Pendant plusieurs jours, des troupes israéliennes massées près de la frontière vont attendre l'ordre d'attaque. Mais la médiation du gouvernement égyptien du président Mohammed Morsi permet d'éviter une offensive terrestre. Un cessez-le-feu est signé le 21 novembre.

L'opération « Pilier de défense » a causé la mort de 177 personnes dans la bande de Gaza en une semaine, dont au moins 26 enfants. On dénombre plus de 1 200 blessés palestiniens. Côté israélien, deux soldats et quatre civils ont trouvé la mort. Les autorités palestiniennes estiment les dommages subis à 1,2 milliard de dollars. Le siège du gouvernement du Hamas à Gaza a été rasé, 200 maisons ont été complètement détruites et 8 000 endommagées.

### **2014 : opération « Bordure protectrice »**

Lancée le 7 juillet 2014, elle a une nouvelle fois pour but de faire cesser les tirs de roquettes et de détruire les dizaines de tunnels creusés depuis l'enclave, les « *yeux* » comme les appellent les terrassiers palestiniens. Le scénario est quasiment identique à celui l'hiver 2008-2009 : des tirs de roquettes depuis la bande de Gaza vers Israël et des raids et frappes aériennes suivis d'une offensive terrestre lancée le 18 juillet 2014.

Si le contexte – blocus de l'enclave et tirs de roquettes – n'est guère différent des précédents conflits, ces combats sont aussi la conséquence directe du meurtre, en juin 2014, de trois adolescents israéliens, suivi par l'arrestation en Cisjordanie d'environ 400 Palestiniens, dont une majorité de membres du Hamas. L'opération sera l'occasion pour le mouvement islamiste d'éliminer les cadres du Fatah dans l'enclave, au prétexte de collaboration avec l'État hébreu.

Amnesty International estime ainsi qu'au moins 23 Palestiniens ont été exécutés extrajudiciairement par le Hamas et fait état de l'arrestation et de la torture de dizaines d'autres, dont des sympathisants et des membres du Fatah. « *Alors que les forces israéliennes semaient mort et destruction à Gaza, les forces du Hamas ont saisi cette occasion pour régler des comptes de manière impitoyable, en se rendant coupables d'une série d'homicides illégaux et d'autres violations graves* », écrit notamment l'organisation humanitaire dans un rapport, publié en mai 2015.

De son côté, l'ONG israélienne Breaking the Silence publiera en avril 2015 un recueil de témoignages accordés anonymement par plus de soixante soldats de Tsahal. Selon ces témoignages, les militaires israéliens ont, à de nombreuses reprises, ouvert le feu sur des Gazaouis sans chercher à faire de distinction entre les combattants et les civils. L'ONG recense au moins une centaine de cas.

Selon l'ONU, 1 800 Palestiniens ont été tués et 9 000 autres blessés par les bombardements de l'été 2014. Quelque 65 % des victimes sont des civils et 30 % au moins des enfants. Un rapport de l'Unicef fera état de la mort de près de 400 enfants, dont 70 % étaient âgés de moins de 13 ans. Pas moins d'un demi-million de personnes ont été déplacées, soit un quart de la population de l'enclave.

De sources palestiniennes, le coût des dégâts dans la bande de Gaza se situe entre 4 et 6 milliards de dollars. Du côté israélien, on comptera 74 morts, quasiment tous des soldats.

Bien d'autres opérations de moindre envergure ont été engagées dans la bande de Gaza, dont celle baptisée « Hiver chaud », en février-mars 2008, en représailles à la mort d'un Israélien tué par un tir de roquette, et qui fut aussi très meurtrière. Hors Gaza, ces guerres sont aujourd'hui largement oubliées. Elles ont fait pourtant des centaines de morts et des milliers de blessés dans la population.

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.  
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Edwy Plenel